Objet : Rapport Moral 2013 de Générations Futures

Mesdames, Messieurs, Chers adhérents,

En tant que Présidente de l'association Générations Futures, je tiens à vous remercier d'avoir répondu présents et présentes à notre Assemblée Générale Ordinaire annuelle.

Nous sommes réunis ce jour pour faire un bilan des activités passées et présenter celles à venir de notre association. Comme vous le constaterez dans le rapport d'activités qui va vous être présenté l'année 2013 a été riche et le début de cette nouvelle année l'est tout autant.

Rappel des valeurs de l'association

Depuis près de vingt ans maintenant, notre association a pour objet d'agir, tant localement qu'à l'échelle nationale ou internationale, pour la défense de l'environnement et de la santé.

Comme vous le savez, Générations Futures œuvre tout particulièrement sur les questions touchants à l'agriculture, l'alimentation et les substances chimiques notamment les pesticides.

Son objectif est double : informer sur les risques sanitaires et environnementaux liés à l'exposition à diverses substances chimiques (tout particulièrement les pesticides) et promouvoir les alternatives sûres et viables à l'utilisation de ces toxiques, en premier lieu l'agriculture biologique. Il nous arrive aussi d'étendre le champ de nos actions à des sujets « connexes » comme par exemple les gaz de schiste ou l'exposition à d'autres substances chimiques comme le perchlorethylène ou divers biocides. La cohérence du choix de nos actions se faisant toujours au regard des questions de l'impact sur notre santé et notre environnement des activités humaines induisant l'utilisation de substances chimiques.

Cette année encore, notre association a tout mis en œuvre pour répondre à ces objectifs au travers de diverses actions d'information et de formations, d'organisation d'événements, de mise en relation de réseaux, de travail d'expertise, de vulgarisation des savoirs, de critiques constructives de textes réglementaires et législatifs ou encore d'actions juridiques.

Générations Futures est d'ailleurs reconnue pour son expertise notamment sur ce dossier des pesticides ce qui fait d'elle un acteur incontournable sur cette question et lui permet de faire entendre sa voix dans des instances officielles.

Les rapports avec l'environnement

Dans le cadre de notre implication au niveau institutionnel, nous avons fait un suivi du Grenelle de l'environnement en participant aux différents comités et groupes de travail mis en place dans le cadre d'Ecophyto (comité de gouvernance, comité de pilotage, groupe indicateur et même certains Comités Régionaux). A noté qu'en 2013, nous avons intégré l'AXE 9 du plan Ecophyto (axe qui s'intéresse à la santé des travailleurs). En tant que membre, nous avons suivi les travaux de l'AFNOR sur l'étiquetage environnementale mais nous y avons consacré peu de temps en 2013 (groupe de travail 1 sur l'alimentation et 3 sur les produits de jardin où nous avons eu une action très critique de ce dossier).

Nous avons aussi participé aux travaux de la commission Biocides du ministère de l'Ecologie qui nous a permis d'exprimer notre désaccord et désapprobation sur certains sujets.

Du fait de notre expertise, nous avons pris part à divers comités mis en place par l'ANSES (comité d'orientation thématique Santé et Protection des Végétaux). En 2013, nous avons intégré celui sur l'alimentation ainsi que celui sur l'environnement et la santé. Il est important pour Générations Futures de prendre part à ces instances au sein de l'ANSES car cela nous permet de faire remonter les attentes des citoyens en matière de recherche et d'expertise et parfois d'aboutir à des évaluations ciblées comme celles relatives à l'exposition aux pesticides des personnes vulnérables et aussi de mettre en exergue la problématique des effets cocktails et des carences des évaluations. De même, cela nous permet d'avoir accès à certaines informations nécessaires pour appréhender au mieux le dossier des pesticides.

En 2012, Générations Futures a été impliquée dans la conférence environnementale et a été, avec le Rassemblement pour la planète, force de proposition sur les thématiques santé-environnement. Cette participation a abouti à la mise en place pour 2013 d'une Stratégie nationale sur les Perturbateurs endocriniens. Nous avons pris part aux diverses réunions du groupe de travail de cette SNPE et sans notre présence il y aurait eu un risque de réelles régressions notamment sur la question des pesticides. Tous les détails de cette action vous ont été présenté dans le rapport d'activités.

Outre, cette présence dans ces instances, nous avons aussi travaillé en étroite relation avec diverses ONG européennes et françaises ce qui nous permet d'enrichir nos connaissances, de partager notre expertise et d'œuvrer de manière complémentaires et stratégiques sur divers dossiers.

Au niveau national, nous avons bien sûr poursuivi notre collaboration avec le Réseau Environnement Santé dont nous sommes co-fondateurs et administrateurs

De même, nous avons initié avec d'autres associations le Rassemblement pour la planète (dont GF est co-fondateur et administrateur – dont N. Lauverjat est Présidente) ce qui nous permet ici de porter haut et fort la thématique santé-environnement souvent délaissée - soit

par désintérêt pur et simple, soit par ignorance et manque d'expertise, soit les deux- par les autres ONG qui participent aux instances officielles.

Au niveau européen, nous sommes toujours membre du Bureau européen de l'environnement, de réseau Health and Environment Alliance (HEAL) et de PAN Europe (dont notre Porteparole, François Veillerette, est l'actuel Président), ce qui nous permet d'avoir accès à des informations cruciales sur les dossiers européens.

Plus généralement, Générations Futures collabore, entre autre, avec Agir pour l'Environnement avec qui nous avons lancé une campagne de cartes postales en 2013 sur les pesticides et avec laquelle nous partageons aussi des savoirs et compétences en terme de fonctionnement, avec l'Appel de la Jeunesse (nous sommes partenaires de la Greenpride qui se tient depuis deux ans en octobre) , Bio Consom'acteurs, la Confédérations Paysanne, le CNIID, le CRIIGEN (dans le cadre notamment d'un projet de recherche sur les OGM), Cyberacteurs, Ecologie Sans Frontières, la FNAB, Inf'OGM, Phyto-Victimes, Respire, Notéo ou encore PAC 2013 etc.

Nous avons en 2013, rencontré de nouveaux partenaires traitant notamment de la Solidarité internationale (CFSI). De même, des nouvelles organisations nous ont approché comme Noé Conservation, l'association 4D ou encore Agronomes et Vétérinaires sans frontières.

De même, notre association collabore ou reçoit le soutien de certaines fondations et entreprises auxquelles elle apporte conseil et expertise. Il est important de noter que Générations Futures est très vigilante sur le choix de ses partenaires. Notre association n'accepte des financements que de structures qui ont une démarche éthique, écologique et socialement juste. Ainsi nous sommes fiers d'être soutenu par des entreprises ou des fondations d'entreprises qui mettent au cœur de leur préoccupation le respect des Hommes et de la planète telles que (par ordre alphabétique):

Biocoop, Bjorg et Bonneterre, Botanic, Ecocert, la Fondation Lemarchand, la Fondation pour une Terre Humaine (FTH), Léa Nature / Jardin bio ou encore Patagonia.

Nous remercions toutes ces entreprises car sans leur soutien notre travail serait rendu bien plus difficile.

Il faut noter aussi ici que bien que notre association soit non partisane, elle peut —être amenée à collaborer avec certains élu(e)s qui appartiennent à des partis démocratiques et républicains, non xénophobes ou racistes, respectueux des hommes et femmes quelques soient leur appartenance religieuse ou préférences sexuelles.

Ainsi Générations Futures a reçu de nouveau en 2013 le soutien de la Sénatrice Leila Aichi notamment avec l'octroi d'une partie de sa réserve parlementaire, Denis Baupin ou encore Babarba Pompilli. Nous tenons à les remercier pour ces soutiens précieux.

Le déroulement des activités

Je vais ici aborder succinctement les activités qui vous seront présentées en détails juste après

ce rapport moral mais en cohérence avec les objectifs de notre association rappelés au début du rapport, Générations Futures a axé son travail sur la dénonciation de l'impact des pesticides sur la santé notamment des professionnels et fait la promotion des alternatives.

Ce travail avec les victimes a permis de collaborer notamment avec une salariée viticole et de mener l'enquête APACHE qui a eu un grand retentissement médiatique. De même, nous avons appris que, suite à cette enquête, un projet plus large avait été déposé à l'ANSES par le Dr Ben Brick et le CHU de Poitiers afin d'étudier l'exposition de salariés et exploitants agricoles via des analyses de cheveux.

De même, lors d'une réunion du comité de pilotage de l'AXE 9 (santé des travailleurs), les chercheurs français qui travaillent sur ce sujet des pesticides envisageaient, dans le cadre de la fameuse étude AGRICAN, d'avoir recourt à cette matrice pour étudier l'exposition aux pesticides de leur cohorte.

Enfin, en aout 2013, lors d'une réunion entre notre association et l'ensemble de la direction de la Direction Générale de l'Alimentation (direction au sein du Ministère de l'agriculture qui s'occupe de la question des pesticides), l'idée que nous poussons depuis des années, à savoir la mise en place de Zones non traitées le long des habitations a reçu un accueil favorable ce qui est une première. Nous avons d'ailleurs appris depuis que cette même DGAL avait fait une saisine de l'ANSES sur ce sujet en fin d'année. Cet avis étant attendu pour fin juin/début juillet 2014.

De même, nous continuons à aider et suivre l'association phyto-victimes en prodiguant des conseils et en assistant à leurs AG (juin 2013) et AGE (novembres 2013).

Comme vous le savez Générations Futures ne fait pas que dénoncer des méfaits des pesticides, nous faisons aussi la promotion des alternatives notamment au travers de la semaine pour les alternatives aux pesticides que nous avons initiée et que nous coordonnons depuis plus de 8 ans maintenant et dont le succès est chaque année grandissant.

Outre ces aspects « visibles » de notre action, nous poursuivons un travail de fond sur les questions des évaluations en dénonçant notamment les dérogations accordées à la France au niveau européen, en démontrant les failles des évaluations qu'il s'agisse des pesticides ou des OGM (comme cela sera aussi le cas dans le cadre du projet PICRI mené de front avec le chercheur Christian Vélot).

Le rapport avec les adhérents

En 2013, nous avons pu constater une augmentation, après 2 années de stabilisation – voire de fléchissement- du nombre de nos adhérents et donateurs. Cela a été rendu possible grace à la présence d'une personne dédiée – Margaux Raimond dit Yvon, en service civique – au suivi, l'animation et la coordination des membres. Il est indéniable que pour stabiliser ou augmenter ce nombre il est nécessaire de pouvoir y consacrer du

temps. Quand ce temps est dédié, les résultats suivent. C'est pourquoi en 2014, après le départ de Margaux du fait de la fin de son volontariat, nous avons recruté un stagiaire – Albert Te, afin qu'il poursuive et amplifie le travail. Albert restera au sein de GF jusque fin juillet 2014 et sera remplacé par une nouvelle stagiaire en septembre 2014 qui restera jusqu'en mars 2015.

En 2014, nous espérons donc pouvoir poursuivre la croissance de ce nombre afin notamment de satisfaire aux exigences des arrêtés et décrets relatif à la représentativité. Bien qu'ayant reçu en février 2013, cet habilitation sur la représentativité, nous restons dans l'obligation d'atteindre le chiffre de 2000 adhérents d'ici 2015 si nous voulons pouvoir poursuivre notre action dans certaines instances notamment la Commission biocides dans laquelle siège l'un de nos administrateurs Angelo Sanfilippo. A noter que notre agrément (attribué par le ministère de l'Ecologie) expirait fin 2013. Nous avons sollicité son renouvellement en juin 2013 et obtenu un avis favorable début 2014. Nous sommes donc de nouveau agréés pour 5 ans ce qui est important notamment lors des actions juridiques. Cela renforce notre intérêt à agir.

Remerciements aux bénévoles

Je tiens ici à remercier très chaleureusement les bénévoles sans qui notre travail serait rendu impossible. Bien sûr tous les administrateurs de Générations Futures qui donnent des conférences, participent à des réunions officielles, des événements et apportent leur expertise, tiennent des stands et donnent sans compter de leur temps et de leurs connaissances.

Je remercie aussi sincèrement les bénévoles de l'ombre comme ceux qui traduisent pour nous, collectent des articles de presse et scientifique, font de la saisie et des travaux d'ordre administratifs, mettent en forme des documents, créaient des sites Internet, distribuent de l'information...un Grand Merci à eux.

En outre, grâce à ces bénévoles, la perspective de la mise en place de Relais Locaux est en train de voir le jour. Nous espérons qu'en 2014/2015 ces relais locaux seront opérationnels notamment pour répondre aux attentes locales et sollicitations auxquelles GF doit faire face.

J'ai pris ici le parti de ne pas mettre de prénom de peur d'en oublier, mais nous tenons à ce qu'ils et elles sachent – car ils ou elles se reconnaitront – que nous leur donnons toute notre gratitude pour ce soutien si précieux qu'ils et elles apportent à Générations Futures. L'exception confirmant la règle, je ne peux malgré tout ici oublier de rendre hommage à Georges, co-fondateur de notre association et actuel Président d'Honneur. Alors que nous fêterons ce soir ses 80 printemps, je crois pouvoir dire, sans trahir ceux qui aujourd'hui se font le relais de son action, qu'il est l'âme et l'énergie de notre association. Je pense que tout le monde se joindra à moi ici pour le remercier pour tout ce qu'il fait et nous apporte à toutes et tous. Merci à vous Georges.

Les salariés et le porte-parole

Comme vous le savez nous avons une équipe salariée restreinte. Je voudrai tout particulièrement saluer l'excellent travail de Nadine et François qui avec beaucoup de professionnalisme, de ténacité, d'expertise font vivre notre association et les remercier du fond du cœur pour leur investissement sans relâche. Je n'oublierai pas de remercier Nadia Bennich grâce à qui, en étroite relation avec Nadine, la Semaine pour les Alternatives aux pesticides a eu le succès que nous connaissons.

Nadia nous a quittés fin avril 2014, après un an passé à nos côtés. Elle souhaitait retourner travailler à Bruxelles. Elle est désormais salariée chez HEAL l'un de nos partenaires et nous pourront donc compter sur elle, notamment pour donner un nouvel élan à la Semaine au niveau européen. Une nouvelle recrue va nous rejoindre pour poursuivre le travail engagé dans le cadre de la Semaine mais aussi pour contribuer au développement des Relais Locaux. Il s'agit de Sophie Borderès, actuellement salariée chez Agir pour l'environnement. C'est une jeune femme expérimentée et qui connait bien à la fois la Semaine et notre association. Nous sommes donc ravis de l'accueillir au sein de GF.

Pour ce qui est de la gestion des adhérents et membres de GF, nous avons pu compter sur la présence de Margaux en 2013 qui est donc partie en fin d'année. Elle a été remplacée en 2014 par Albert TE, ici présent. La passation s'est faite de manière fluide et margaux est d'ailleurs restée en contact avec nous, souhaitant notamment s'impliquer – si le temps le lui permet – comme bénévole au sein de GF.

Les projets

Les projets pour l'année 2014 et suivantes sont très nombreux et je suis sûre que tout comme moi ils vous enthousiasmeront.

Victimes pesticides

En 2014, nous comptons poursuivre cette campagne qui porte ses fruits car elle permet de mettre en lumière les dangers que représente l'exposition aux pesticides aussi bien pour les professionnels que pour les non-professionnels et d'engager toujours plus d'actions. Elle incite les pouvoirs publics à se pencher sérieusement sur le sujet et entraine la mobilisation de nouveaux acteurs-décideurs comme les élus (Cf. le rapport du Senat sur pesticides et santé ou encore la loi Labbé) ou les médecins généralistes (Cf. l'appel des médecins du Limousin ou l'Appel de Montpellier).

En 2014, nous avions prévu de mener une enquête sur l'exposition des enfants qui vivent à proximité de zones agricoles. Cette enquête est parue au moment où se tient notre AG et elle a eu de fort retentissement comme escompté. Il s'agissait d'une première et si localement pour les familles participantes des actions ont été engagées et

ont abouties (charte avec certains Châteaux) au niveau national les déclarations de Mme Royal avec les perspective de la mise en place de Zones non traitées le long des écoles prouve que notre travail porte ses fruits.

Nous avions envisagé avoir une action spécifique les Equipements de protection individuelle (EPI) qui ne seraient pas adaptés pour l'usage des pesticides. Cette non efficacité des EPI pourraient avoir des implications juridiques et remettre en cause certaines Autorisations de mises sur le Marché. L'une des personnes au ministère du Travail qui nous aidait sur ce dossier est partie et nous n'avons pu pour le moment mener à bien se travail. De même, en 2013 nous étions en relation avec un ingénieur qui nous a alertés, ainsi que l'ONG Phyto-Victimes, de la non-efficacité des cabines des tracteurs — pulvérisateurs censées protéger l'agriculteur lors des épandages de produits. Nous sommes toujours en réflexion pour mener une action juridique sur ce dossier également.

Nous allons aussi continuer à soutenir les salariés de l'agroalimentaire de Triskalia qui ont, notamment, porté plainte pour faute inexcusable contre leur employeur.

Résidus de pesticides

En 2014, nous allons collaborer avec Greenpeace France pour sortir une enquête sur une filière végétale.

En 2014 ou 2015, Nous envisageons aussi de nouvelles analyses mais nous ne pouvons non plus donner plus d'éléments pour le moment – la nouveauté sera dans le produit analysé et dans l'idée que cette action pourrait se faire au niveau européen.

Nous pensons prolonger notre collaboration avec Biocoop notamment en travaillant sur la pomme, comme nous l'avions fait pour le vin en 2013.

Suivi d'Ecophyto

Nous allons bien sûr poursuivre notre travail de suivi d'Ecophyto d'autant que le plan se trouve dans une phase de révision en 2014.

Question des AMM et LAAF

Désormais, sont mises en consultation publique les projets de décisions d'autorisation de mise sur le marché de produits phytopharmaceutiques et d'homologation de matières fertilisantes et supports de culture. Nous garderons un œil vigilant que ces dossiers.

Après de nombreuses relances du cabinet du ministère de l'Agriculture, nous n'avons toujours pas eu l'audit de la DGAL prévue normalement en Juin 2013. Nous n'en resterons pas là et comptons obtenir ce rapport qui semble sensible au regard des remarques faites par le directeur de Cabinet de Stéphane Lefoll.

Outre ces aspects important, nous suivrons de prêt le transfert des AMM de la DGAL vers l'ANSES décidé dans le cadre de la LAAF.

Semaine pour les alternatives aux pesticides

Comme évoqué plus haut, lors de la réunion bilan de l'édition 2013 qui s'est tenue le 18 avril 2013, il a été convenu d'organiser une nouvelle édition en 2014. Nous avons donc

décidé de poursuivre cette action.

La 9ème Semaine pour les alternatives aux pesticides a donc bien eu lieu en 2014 et je peux déjà vous dire qu'elle fut un succès avec l'arrivée de nouveaux partenaires, un nombre accru d'événements, un plus grand nombre de pays participants — l'objectif était d'ailleurs d'internationaliser l'action - , la traduction de nombreux supports dans diverses langues (Allemand, espagnol, anglais, portugais etc.) et la création d'autres outils de communication.

« 0 phyto 100% bio », dans ma commune

En 2013, nous avons engagé un travail de réflexion avec divers partenaires pour mettre en place une carte de France des villes et villages bio et sans pesticides. Ce travail collaboratif va se poursuivre en 2014. La campagne « 0 phyto 100% bio », dans ma commune a d'ailleurs été lancée en février 2014 et doit se poursuivre en 2015, notamment en ciblant d'autres collectivités et en récompensant les collectivités les plus performantes sur ces questions.

Abeille

Nous allons poursuivre notre travail collaboratif avec l'UNAF sur ce dossier, ainsi qu'avec PAN Europe. Des actions juridiques sont envisagées.

Dossier PE

Les dernières informations qui nous sont parvenues sur ce dossier sont plutôt médiocres. Au niveau français nous avons enfin eu le texte final de la SNPE et grâce à la pression citoyenne suite la consultation publique de fin 2013, le paragraphe très mauvais sur les pesticides a été retiré, mais depuis il ne se passe plus grand-chose sur ce sujet. Nous avons été auditionnés par certains élus sur ce sujet des PE en 2013 (Bapt et Roumegas) qui ont rendu public un bon rapport sur ce sujet début 2014.

De même, nous comptons poursuivre notre action avec les collègues du RES et d'APE notamment en interpellant les ministères concernés. Il est envisagé dans le cadre du prolongement de la campagne APE sur les PE de faire des actions en direction des cibles choisies à savoir les ministères de la santé, de l'environnement et du développement productif notamment via des tribunes d'interpellation ou encore des courriers publics. L'une des autres cibles sont les supermarchés (cela a d'ailleurs déjà eu lieu lors de la Semaine 2014).

Enfin pour maintenir la pression tout au long de l'année sont prévues de nouvelles enquêtes à base de biomonitoring notamment chez les femmes enceintes.

Conférence environnementale

Afin, de continuer à faire du thème santé-environnement un thème majeur des politiques publiques, nous allons continuer à maintenir la pression et interpeller le gouvernement sur l'absence d'ONG expertes dans les instances nationales.

D'autres dossiers nous préoccupent et nous occupent il s'agit du TAFTA et du projet de

la ferme des 1000 vaches. Nous sommes impliqués dans les différents réseaux qui œuvrent sur ces sujets.

Interne

Nous allons aussi continuer à travailler pour remplir les critères nécessaires à être habilité à prendre part aux débats nationaux, notamment en atteignant le seuil des 2000 adhérents requis et donc nous allons essayer de structurer des groupes locaux et poursuivre l'amélioration de la gestion des adhérents.

Conclusion

Comme vous pouvez le constater, 2014 sera encore une année très active pour notre association. Je pense qu'il est important de rappeler ici que sans le travail pointu et l'expertise critique de Générations Futures, il est probable que nous n'aurions pas connu des évolutions positives sur ce dossier des pesticides ces 10 dernières années. Bien sûr beaucoup reste à faire, et nous ne pouvons-nous satisfaire d'avancées en demiteinte. C'est tout l'enjeu des actions et du travail mené et à venir pour notre association et cela ne serait pas possible sans votre soutien, alors encore merci et au plaisir de poursuivre ensemble notre travail pour les droits et le respect des Générations Futures.

Maria Pelletier, Présidente de Générations Futures